à cette Constitution la qualification de Projet ; j'estime, que S. M. Prussienne servie par ses Ministres avec un zèle qui ne peut être plus ardent , a jugé qu'un ouvrage de cette conséquence achevé dans le courant d'une année ne pouvoit être proportionné à la vaste étendue de la matière qu'il traite. C'est pourquoi, Elle a trouvé à propos de ne le produire d'abord que comme un simple essai , ou une simple épreuve , afin de se ménager la liberté d'y faire avec le tems telle reforme ou augmentation que bon lui sembleroit.

Pour ce qui est du bien qu'un ouvrage si salutaire ne peut manquer de produire , l'on en sera pleinement persuadé , en faisant attention aux remarques suivantes. Premièrement, le Roi de Prusse conserve les Loix Romaines quant à l'équité , mais il les supprime quant à l'usage. Il défend aux Plaidiers , aux Avocats , aux Procureurs , aux Juges , de les citer , ou d'y avoir aucun recours. Il ne veut plus , que l'on consulte ni Commentateurs , ni Compilateurs du Droit , bien moins encore , que leurs sentimens & autorités soient jamais allegués en justice. L'avantage que les Parties retireront de cette défense & interdiction , ne sauroit être douteux. Il n'étoit auparavant aucune cause , bonne ou mauvaise , qui ne rencontrât son défenseur , & aucun défenseur qui ne trouvât dans le Corps du Droit Romain quelques Loix , & dans les Auteurs quelque opinion en sa faveur , au moyen de quoi il n'étoit aucun cas , pour peu qu'il eut un air problématique , qui ne fût converti en procès , & que les Avocats , de part & d'autre , ne soutinssent par un amas de raisonnemens tirés aux cheveux & par nombre de citations , même fort souvent étrangères au point discuté.

Aujourd'hui , le Roi de Prusse ordonne que son Corps de Droit soit la seule regle à laquelle les
Avocats